

LA VIE EST UNE CHOSE TROP PRECIEUSE POUR LA CONFIER AUX POLITICIENS

L'irruption soudaine de violence en Corse vient sans doute poser un jalon dans le cycle de luttes ouvert en novembre 2018, en France métropolitaine comme en Outre-Mer, et dont il est urgent de tirer des conséquences pratiques. La question n'est autre que celle de la possibilité d'un saut qualitatif de la lame de fond contestataire. Déjà capable de disputer le monopole de la violence légitime à l'État en ripostant à ses mutilations et en mettant à mal ses schémas de maintien de l'ordre militarisé, sera-t-elle capable de lui disputer le monopole de la politique ?

Luttes anticoloniales et perspectives métropolitaines

L'explosion de colère corse n'est pas étrangère des épisodes de révolte qui ont secoué le vieil empire colonial français ces dernières années, que ce soit en Guadeloupe et en Martinique en novembre dernier (contre l'obligation vaccinale et le pass sanitaire, mais aussi contre la misère et le contrôle social imposés par les autorités coloniales), ou encore en Kanaky (Nouvelle-Calédonie) en décembre 2020 (soulèvement indépendantiste contre la prédation impérialiste des ressources naturelles de l'archipel). Chaque fois, la contestation a pris la forme de manifestations insurrectionnelles, d'incendies criminels ciblés et de blocages des grands axes routiers, des sites portuaires, des dépôts pétroliers ou des dépôts logistiques. En Corse, le pouvoir a tellement été pris de court qu'il a promis un statut d'autonomie à l'Île de Beauté en moins de quinze jours. En Guadeloupe et en Martinique, le RAID et le GIGN ont été déployés pour mater la rébellion. En Kanaky, les colons loyalistes ont formé des milices armées sous l'œil bienveillant de la gendarmerie, qui avait déjà ouvert le feu sur des manifestants kanaks essayant d'occuper l'usine Vale, point de départ du conflit, que l'État français prévoyait de brader à un consortium international.

Les formes revêtues par les révoltes corses et ultra-marines, nous interrogent sur le présent et l'avenir des mobilisations sociales dans la métropole. À bien des égards, l'intensité de la conflictualité en Corse nous rappelle les premiers actes des gilets jaunes, et les assauts contre la police et les commissariats les ripostes spontanées aux

violences policières dans les quartiers populaires. **Le recours privilégié aux actions de blocage attire particulièrement notre attention** : péages gratuits et occupations de ronds-points pendant les gilets jaunes, blocages routiers lors des révoltes en Outre-Mer et contre le pass sanitaire, tentatives d'occupation de voies ferrées ou de raffineries pendant les grandes grèves, blocages de dépôts pétroliers et de plateformes logistiques contre la vie chère et le prix du carburant depuis le 10 mars.

La consécration de ces formes de contestation accompagne le déclin de celles plus traditionnelles (manifestations, pétitions, grèves sectorielles), largement encadrées et domestiquées par le biais du dialogue social et de ses partenaires sociaux – en premier lieu, les organisations historiques de la gauche, politique ou syndicale, dépassées par la mobilisation massive de segments de la population qui échappent à son influence : les foyers périurbains dépendants de leur véhicule et dont le prix du carburant définit le niveau de vie, les travailleurs et les travailleuses précaires des métropoles, le vieux prolétariat industriel atomisé par la tertiarisation de l'emploi et reconverti dans la logistique ou l'aide à la personne, les classes moyennes en voie de paupérisation, les prestataires des minimas sociaux, les jeunes sans perspective professionnelle, les retraités, etc. **Ne se retrouvant pas ou plus dans la gauche parlementaire et syndicale, ils ont prouvé qu'ils étaient capables de s'organiser indépendamment d'elle, de se faire entendre sans elle.**

LA VIE EST UNE CHOSE TROP PRECIEUSE POUR LA CONFIER AUX POLITICIENS

L'irruption soudaine de violence en Corse vient sans doute poser un jalon dans le cycle de luttes ouvert en novembre 2018, en France métropolitaine comme en Outre-Mer, et dont il est urgent de tirer des conséquences pratiques. La question n'est autre que celle de la possibilité d'un saut qualitatif de la lame de fond contestataire. Déjà capable de disputer le monopole de la violence légitime à l'État en ripostant à ses mutilations et en mettant à mal ses schémas de maintien de l'ordre militarisé, sera-t-elle capable de lui disputer le monopole de la politique ?

Luttes anticoloniales et perspectives métropolitaines

L'explosion de colère corse n'est pas étrangère des épisodes de révolte qui ont secoué le vieil empire colonial français ces dernières années, que ce soit en Guadeloupe et en Martinique en novembre dernier (contre l'obligation vaccinale et le pass sanitaire, mais aussi contre la misère et le contrôle social imposés par les autorités coloniales), ou encore en Kanaky (Nouvelle-Calédonie) en décembre 2020 (soulèvement indépendantiste contre la prédation impérialiste des ressources naturelles de l'archipel). Chaque fois, la contestation a pris la forme de manifestations insurrectionnelles, d'incendies criminels ciblés et de blocages des grands axes routiers, des sites portuaires, des dépôts pétroliers ou des dépôts logistiques. En Corse, le pouvoir a tellement été pris de court qu'il a promis un statut d'autonomie à l'Île de Beauté en moins de quinze jours. En Guadeloupe et en Martinique, le RAID et le GIGN ont été déployés pour mater la rébellion. En Kanaky, les colons loyalistes ont formé des milices armées sous l'œil bienveillant de la gendarmerie, qui avait déjà ouvert le feu sur des manifestants kanaks essayant d'occuper l'usine Vale, point de départ du conflit, que l'État français prévoyait de brader à un consortium international.

Les formes revêtues par les révoltes corses et ultra-marines, nous interrogent sur le présent et l'avenir des mobilisations sociales dans la métropole. À bien des égards, l'intensité de la conflictualité en Corse nous rappelle les premiers actes des gilets jaunes, et les assauts contre la police et les commissariats les ripostes spontanées aux

violences policières dans les quartiers populaires. **Le recours privilégié aux actions de blocage attire particulièrement notre attention** : péages gratuits et occupations de ronds-points pendant les gilets jaunes, blocages routiers lors des révoltes en Outre-Mer et contre le pass sanitaire, tentatives d'occupation de voies ferrées ou de raffineries pendant les grandes grèves, blocages de dépôts pétroliers et de plateformes logistiques contre la vie chère et le prix du carburant depuis le 10 mars.

La consécration de ces formes de contestation accompagne le déclin de celles plus traditionnelles (manifestations, pétitions, grèves sectorielles), largement encadrées et domestiquées par le biais du dialogue social et de ses partenaires sociaux – en premier lieu, les organisations historiques de la gauche, politique ou syndicale, dépassées par la mobilisation massive de segments de la population qui échappent à son influence : les foyers périurbains dépendants de leur véhicule et dont le prix du carburant définit le niveau de vie, les travailleurs et les travailleuses précaires des métropoles, le vieux prolétariat industriel atomisé par la tertiarisation de l'emploi et reconverti dans la logistique ou l'aide à la personne, les classes moyennes en voie de paupérisation, les prestataires des minimas sociaux, les jeunes sans perspective professionnelle, les retraités, etc. **Ne se retrouvant pas ou plus dans la gauche parlementaire et syndicale, ils ont prouvé qu'ils étaient capables de s'organiser indépendamment d'elle, de se faire entendre sans elle.**

L'hypothèse démocratique

Dans chaque mouvement contestataire germe la possibilité d'une nouvelle organisation politique et sociale. De la démocratisation du débat politique par l'organisation de communautés d'internautes (brigades de solidarité pendant le premier confinement, groupes Colère, gilets jaunes, mouvement antipass, etc.) à l'autonomisation de certains comités de grève vis-à-vis des centrales syndicales, **moins le cadre collectif de la lutte est intégré dans les processus de médiation des conflits, plus il est susceptible de poser en acte la possibilité d'une gestion démocratique** de la vie sociale, économique, politique et culturelle.

Le mouvement des gilets jaunes a sans doute formulé l'hypothèse la plus pertinente jusqu'ici en organisant sur tout le territoire **un archipel d'assemblées démocratiques** inspirée de la vieille idée de gouvernement « du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Les ronds-points sont devenus pour un temps le lieu d'expression d'une citoyenneté revendiquée et concrète : décider ensemble de ce qui nous concerne directement, développer un lien social basé sur le don et la solidarité, discuter de tout sans experts.

Les revendications essentielles du mouvement des gilets jaunes – comme toutes les revendications des peuples en lutte – ne pouvaient obtenir satisfaction auprès de l'État pour deux raisons fondamentales : sur le plan économique d'abord, parce que le « partage des richesses » et le compromis social entre les classes **ne sont plus des options rentables du point de vue de l'accumulation du capital** ; sur le plan politique ensuite, parce que le parlementarisme républicain, héritier du scrutin censitaire, du monarchisme constitutionnel et du jacobinisme, est un **ennemi historique de la démocratie directe et du droit du peuple à se gouverner lui-même**.

Construire le contre-pouvoir

Les formes de lutte qui permettront de faire plier l'État sont désormais connues de toutes et de tous. De même, il n'y a plus aucun doute permis sur l'utilité et la nécessité du recours à la violence face à un pouvoir politique qui ne tient plus que par sa police. La question est désormais de savoir comment transformer notre juste violence en force créatrice. **Comment contester à l'État son monopole légitime de la politique ? En construisant nos propres formes d'organisation collective et de délibération démocratique partout où nous le jugerons nécessaire.**

Sur nos lieux de travail et de vie, sur nos ronds-points et nos places publiques, dans nos écoles et nos universités, dans nos halls d'immeubles et nos jardins publics, aux caisses des supermarchés et dans les cantines des restaurants : constituons des assemblées démocratiques et autonomes, apprenons à régler nos affaires nous-mêmes, à trouver ensemble des solutions à nos problèmes quotidiens. Vie chère, mal-logement, services publics dégradés, isolement des personnes vulnérables, mauvaise qualité de l'air, publicité invasive, pénibilité du travail, répartition des tâches domestiques : il y a tant à faire. **La vie est une chose trop précieuse pour la confier aux spécialistes de la politique.**

*Des gilets jaunes invisibles
Le 21 mars 2022*

L'hypothèse démocratique

Dans chaque mouvement contestataire germe la possibilité d'une nouvelle organisation politique et sociale. De la démocratisation du débat politique par l'organisation de communautés d'internautes (brigades de solidarité pendant le premier confinement, groupes Colère, gilets jaunes, mouvement antipass, etc.) à l'autonomisation de certains comités de grève vis-à-vis des centrales syndicales, **moins le cadre collectif de la lutte est intégré dans les processus de médiation des conflits, plus il est susceptible de poser en acte la possibilité d'une gestion démocratique** de la vie sociale, économique, politique et culturelle.

Le mouvement des gilets jaunes a sans doute formulé l'hypothèse la plus pertinente jusqu'ici en organisant sur tout le territoire **un archipel d'assemblées démocratiques** inspirée de la vieille idée de gouvernement « du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Les ronds-points sont devenus pour un temps le lieu d'expression d'une citoyenneté revendiquée et concrète : décider ensemble de ce qui nous concerne directement, développer un lien social basé sur le don et la solidarité, discuter de tout sans experts.

Les revendications essentielles du mouvement des gilets jaunes – comme toutes les revendications des peuples en lutte – ne pouvaient obtenir satisfaction auprès de l'État pour deux raisons fondamentales : sur le plan économique d'abord, parce que le « partage des richesses » et le compromis social entre les classes **ne sont plus des options rentables du point de vue de l'accumulation du capital** ; sur le plan politique ensuite, parce que le parlementarisme républicain, héritier du scrutin censitaire, du monarchisme constitutionnel et du jacobinisme, est un **ennemi historique de la démocratie directe et du droit du peuple à se gouverner lui-même**.

*Des gilets jaunes invisibles
Le 21 mars 2022*

Construire le contre-pouvoir

Les formes de lutte qui permettront de faire plier l'État sont désormais connues de toutes et de tous. De même, il n'y a plus aucun doute permis sur l'utilité et la nécessité du recours à la violence face à un pouvoir politique qui ne tient plus que par sa police. La question est désormais de savoir comment transformer notre juste violence en force créatrice. **Comment contester à l'État son monopole légitime de la politique ? En construisant nos propres formes d'organisation collective et de délibération démocratique partout où nous le jugerons nécessaire.**

Sur nos lieux de travail et de vie, sur nos ronds-points et nos places publiques, dans nos écoles et nos universités, dans nos halls d'immeubles et nos jardins publics, aux caisses des supermarchés et dans les cantines des restaurants : constituons des assemblées démocratiques et autonomes, apprenons à régler nos affaires nous-mêmes, à trouver ensemble des solutions à nos problèmes quotidiens. Vie chère, mal-logement, services publics dégradés, isolement des personnes vulnérables, mauvaise qualité de l'air, publicité invasive, pénibilité du travail, répartition des tâches domestiques : il y a tant à faire. **La vie est une chose trop précieuse pour la confier aux spécialistes de la politique.**